Circonscriptions électorales—Loi

C'est l'essence même de la constitution que nous faisons tout en notre pouvoir pour que toutes les provinces soient équitablement représentées et que leurs désirs soient exaucés par le Parlement, autant que la chose est possible.

Ce passage est tiré des débats de la Chambre des communes de cette année-là, page 350.

Le procédé de redécoupage prévu au présent bill traduit cette préoccupation. C'est ainsi qu'il est posé en règle générale qu'aucune province ne verra réduire sa représentation à la Chambre. L'équité demande en outre qu'aucune province ne détienne moins de sièges qu'une autre moins peuplée, ou que le nombre de ses sièges ne lui donne une densité moyenne de population par circonscription supérieure à celle du Québec; sauf, dans ce dernier cas, une différence résultant de l'application de la quatrième règle générale, suivant laquelle il ne doit pas figurer de fraction dans le nombre total de sièges. La règle instituant, comme plafond de la densité moyenne de population par circonscription, celle qui règne au Québec avait été passée sous silence, par inadvertance, dans les descriptions antérieures de la formule. Mais elle est manifestement nécessaire pour qu'aucune province n'ait une représentation relative inférieure à celle des provinces les plus peuplées.

D'après la méthode, le Québec se verrait accorder un nombre fixe de sièges après chaque recensement décennal et les autres provinces sont divisées en trois catégories auxquelles s'appliquent des règles précises. Les provinces de plus de 2 millions et demi d'habitants auront un nombre de sièges calculé en divisant la population d'une circonscription moyenne du Québec par leurs populations respectives.

Si la population d'une province est inférieure à 1 million et demi d'habitants, mais qu'elle ait augmentée depuis le dernier recensement décennal, on calculera sa représentation en divisant sa population par la population de la circonscription moyenne lors du dernier remaniement des provinces ayant une population de moins de 1 million et demi d'habitants d'après le dernier recensement décennal.

Si la population d'une province est entre 1 million et demi et 2 millions et demi d'habitants et a augmenté depuis le dernier recensement décennal, on lui accordera un nombre de sièges calculé en augmentant le nombre total de sièges d'un siège pour chaque deux sièges qu'elle aurait obtenus si elle avait compté la même population moyenne par circonscription que la province ayant la plus forte population moyenne par circonscription de toutes les provinces ayant une population de moins de 1 million et demi d'habitants.

Si une province a une population qui a diminué depuis le dernier recensement décennal et qui est inférieure à 2,500,000 habitants, sa représentation ne changera pas.

La représentation selon la population est toujours un but précieux et constitue un aspect intégral de cette méthode de redistribution. Les provinces les plus importantes verront le nombre de leurs députés calculé sur une base de représentation selon la population, relativement à la province de Québec. Au sein du groupe des plus petites provinces, la représentation selon la population prévaudra, sauf qu'on pourra appliquer les dispositions concernant les chiffres minimums. Une croissance continue de la population dans les petites provinces ferait diminuer l'importance de ces dispositions pour elles et leur donnerait plus de députés selon la population.

Assurer une représentation efficace à toutes les provinces, tout en s'acheminant vers la représentation selon la population, voilà les deux buts qui ensemble détermineront la relation qui existera entre le nombre total de

députés qu'aura respectivement chaque province. Il y a un deuxième aspect tout aussi important auquel on a beaucoup réfléchi, le nombre de députés à la Chambre des communes.

On a adopté la méthode du fusionnement pour s'assurer que la population des circonscriptions du Canada ne s'accroîtrait pas au point d'empêcher un député de bien représenter ses électeurs ou d'empêcher les électeurs de communiquer facilement avec leur député.

● (1540)

Même avec toute l'énergie et tout le dévouement dont un député est capable, il y a des limites au nombre de mandats qu'il peut représenter convenablement. De même, l'efficacité d'un député qui représente ses mandats à la Chambre des communes peut être réduite si on permet que le nombre de sièges aux Communes s'accroisse indéfiniment. Par le bill, on s'efforce d'arriver à un équilibre raisonnable et de s'assurer que tous les Canadiens continuent à être bien représentés par leurs députés tant à la Chambre des communes qu'à l'extérieur.

Lorsque le présent bill deviendra loi, le nombre de députés représentant les provinces qui est à l'heure actuelle de 262, sera porté—je dois rappeler ici aux députés que deux circonscriptions électorales sur 264, sont représentées par des députés des territoires—à 277 lors du prochain remaniement fondé sur le recensement de 1971. Par la suite, la représentation dépendra du chiffre de la population à chaque recensement décennal.

En prévoyant l'addition de quatre sièges à la représentation de la province de Québec au moment de chaque remaniement, on suppose l'accroissement de la population à la fois du Canada et de la province de Québec. Si ces hypothèses ne se vérifient pas, le Parlement pourra éventuellement ajouter ou retrancher des sièges au Québec, ce qui servait de pivot à tout le système, du moins jusqu'à ce que la loi soit modifiée pour la dernière fois. Tout ce que nous pouvons faire à l'heure actuelle, c'est établir un système qui semble maintenant raisonnable.

Pour l'instant, monsieur l'Orateur, je sollicite le consentement de la Chambre pour faire consigner au *hansard* un tableau qui indique la répartition des sièges selon les provinces, envisagée d'après le bill à l'étude à la suite du prochain remaniement, au regard du système actuel de découpage, et le redécoupage électoral s'il ne devait pas y avoir de changements. Le tableau comprend également une extrapolation du redécoupage à la suite du relevé de 1981, compte tenu de certaines hypothèses relatives à la population de la province en 1981. Selon l'hypothèse qui a servi aux calculs du tableau, la population des provinces devrait atteindre 23,967,800 en 1981, s'il faut en croire les extrapolations obtenues de Statistique Canada.

L'Orateur suppléant (M. Penner): La Chambre est-elle d'accord pour autoriser le député à déposer ledit document?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): S'agit-il du tableau qui accompagnait le communiqué du ministre du 12 octobre? Si tel est le cas, nous l'avons tous vu et nous acceptons volontiers qu'il figure au compte rendu.

M. Sharp: Je puis donner au député l'assurance que c'est le même. Les calculs ont été refaits et ont donné les mêmes résultats.